

# LETTRE



Solidarité  
Laïque

## ÉDITO



**Pascal Kouamé**, Directeur  
des actions internationales  
de Solidarité Laïque

### Rentrée Solidaire 2023 : 17 ans après, retour à Madagascar !

Plus de 11 000 personnes laissées sans habitation, 139 disparu.e.s, 17 mort.e.s, des inondations qui n'avaient épargné ni les infrastructures scolaires ni les cultures agricoles... C'est suite au passage

dévastateur du cyclone Ernest en 2005 qui avait plongé le pays dans une insécurité alimentaire sans précédent que nous avons déployé la Rentrée Solidaire 2006/2007 sur la « Grande Île ».

À nouveau dans un contexte de crise climatique, la Rentrée Solidaire 2023/2024 est mise en œuvre avec une attention particulière sur les déterminants structurels de l'accès à une éducation de qualité à Madagascar. Cette île aux multiples richesses naturelles, culturelles et historiques présente aussi des paradoxes qui impactent son système éducatif. À l'instar

de ces 22 dernières années avec la République démocratique du Congo, le Liban, Haïti... ou plus récemment le Cameroun, la Rentrée Solidaire représente une formidable occasion pour les enfants et les jeunes de France de se construire une citoyenneté mondiale à travers la découverte d'un pays et l'apprentissage de la solidarité internationale.

Dans cette perspective, Madagascar, parfois appelée « l'île rouge » en référence à la latérite qui colore ses plateaux, foisonne de surprises qui alimenteront de véritables parcours éducatifs. ■



DOSSIER

## L'ÉDUCATION À MADAGASCAR : LE DÉFI DE LA RÉSILIENCE

# ACTIONS !

## MADAGASCAR



Nos partenaires historiques via nos organisations membres

**La Ligue de l'enseignement de Madagascar (Renaissance Madagascar)**

**Les CEMEA de Madagascar**

Depuis 2006, nous avons construit des relations fortes avec Madagascar à travers le soutien à :

- des projets portés par des partenaires associatifs locaux pour favoriser l'accès à l'éducation de base, la promotion de l'égalité et l'autonomisation des femmes et des jeunes (dispositif PEPA) ;
- des projets d'échanges internationaux à caractère pédagogique, professionnel et solidaire (dispositif PESI).

Avec le projet Sandratra et la Rentrée Solidaire 2023/2024, nous renforçons nos activités dans le pays et développons de nouveaux partenariats.

## LE PROJET « SANDRATRA » POUR AUTONOMISER LES JEUNES MÈRES CÉLIBATAIRES DÉSCOLARISÉES

À Madagascar, 30% des jeunes filles n'achèvent pas le cycle primaire. Elles sont encore moins à pouvoir aller jusqu'au bout du collège ou du lycée. Si les causes sont plurielles, beaucoup de jeunes femmes interrompent précocement leur scolarité du fait d'une grossesse non-anticipée.

Pour renforcer leur capacité de résilience socio-économique, nous leur proposons depuis 2021, en consortium avec Action Éducation et la Commune Urbaine d'Antananarivo, un accompagnement professionnel au sein de LABIS (Laboratoires d'Innovations Sociales), dans trois arrondissements d'Antananarivo. **900 jeunes mères célibataires ont déjà suivi ces parcours de formation et d'engagement citoyen et 300 autres ont rejoint le projet en 2023.** Elles améliorent ainsi leurs chances de trouver un emploi, de sortir du secteur informel et participent activement au développement de leur quartier.

## LA RENTRÉE SOLIDAIRE, POUR SENSIBILISER LES JEUNES EN FRANCE ET SOUTENIR L'ÉDUCATION DES ÉLÈVES DU SECTEUR PUBLIC

Pour la seconde fois, la Rentrée Solidaire fait escale à Madagascar. **En 2006, 370 structures éducatives en France avaient participé à la collecte de 100 m<sup>3</sup> de fournitures scolaires. Plus de 200 000 élèves des écoles primaires publiques parmi les plus défavorisées avaient alors bénéficié d'équipements scolaires dans l'ensemble des régions malgaches.**

Depuis cette édition, notre opération annuelle a élargi son spectre d'action. Il ne s'agit plus seulement de faire découvrir un pays à hauteur d'enfant, mais aussi de donner les clés de compréhension pour saisir les conditions d'éducation dans un pays et initier les jeunes à l'engagement à travers leur mobilisation dans la collecte de dons financiers et/ou matériels. ■

## COUP D'ŒIL SUR NOS DERNIÈRES RENTRÉES SOLIDAIRES

CAMEROUN



2022/2023

**80 000** JEUNES MOBILISÉ.E.S

Distribution des fournitures scolaires à la rentrée scolaire 2023

2021/2022

**70 000** JEUNES MOBILISÉ.E.S

46m<sup>3</sup> tonnes de fournitures scolaires distribuées

LIBAN



HAÏTI



2020/2021

**50 000** JEUNES MOBILISÉ.E.S

(malgré la crise COVID-19)  
40 m<sup>3</sup> de fournitures scolaires distribuées

RD CONGO



2019/2020

**70 000** JEUNES MOBILISÉ.E.S

38 m<sup>3</sup> de fournitures scolaires distribuées

TCHAD



2018/2019

**40 000** JEUNES MOBILISÉ.E.S

36 m<sup>3</sup> de fournitures scolaires distribuées

TUNISIE



2017/2018

**55 000** JEUNES MOBILISÉ.E.S

40 m<sup>3</sup> de fournitures scolaires distribuées

LIBAN



2016/2017

**80 000** JEUNES MOBILISÉ.E.S

40 m<sup>3</sup> de fournitures scolaires distribuées

MALI



2015/2016

**121 500** JEUNES MOBILISÉ.E.S

75 m<sup>3</sup> de fournitures scolaires distribuées



# DOSSIER ...



© Desiderio Mauro / Solidarité Laïque

**Avec une parité presque parfaite en termes d'effectifs scolarisés depuis les années 1970 (49 % des élèves du primaire sont des filles), Madagascar se démarque des autres pays d'Afrique francophone.**

## L'ÉDUCATION À MADAGASCAR : LE DÉFI DE LA RÉSILIENCE

**Derrière le Bangladesh et Haïti, Madagascar est le troisième pays, qui subit de plein fouet les effets néfastes du changement climatique.**

Avec sa superficie supérieure à celle de la France métropolitaine, Madagascar, considérée comme un microcontinent, est la quatrième plus grande île du monde après le Groenland, la Nouvelle-Guinée et Bornéo.

Ses plages et ses récifs longs de plus de 5 000 km, ses nombreuses stations balnéaires, ses hauts plateaux, sa chaîne de montagnes et ses richesses naturelles endémiques sont de solides arguments touristiques. Mais derrière la carte postale se cachent de multiples paradoxes.

Trois à quatre cyclones frappent le pays chaque année avec une intensité parfois importante, comme Freddy en février 2023. La sécheresse touche le Sud du pays de

façon récurrente et pose des problèmes de sécurité alimentaire. Selon les projections, ces deux phénomènes devraient s'intensifier dans les années futures.

**Ces aléas climatiques ont une forte incidence sur le système éducatif du pays déjà fragilisé par le manque de moyens et de stabilité.** Le secteur de l'éducation à Madagascar a incontestablement réalisé des progrès au cours des dix dernières années ; la quasi-totalité des enfants a aujourd'hui accès à l'école primaire. Mais cela ne signifie pas que les inégalités n'existent pas dans les écoles malgaches, notamment en matière de genre. « *Les filles et les garçons reçoivent un traitement différentiel basé sur des stéréotypes de*

*genre. Les croyances essentialistes sur les qualités des filles et celles des garçons sont prégnantes et orientent les comportements des instituteurs mais aussi des élèves<sup>1</sup> ».*

**De nombreuses disparités persistent entre les milieux ruraux et urbains en termes de moyens accordés et de conditions d'enseignement (matériel, infrastructures, électricité, eau courante...).** Cela a inévitablement un impact négatif sur la performance des apprenant.e.s et le taux de redoublement dans les écoles publiques rurales sous-dotées. Ces échecs scolaires sont souvent source d'abandon. Leur combinaison avec les crises économique, socio-politique et climatique conduit à l'exode rural, voire à des migrations sous-régionales ou internationales, à la recherche de nouvelles perspectives. ■

<sup>1</sup>(Genre et scolarisation à Madagascar ; Bénédicte Gastineau et Noro Ravaozanany)

Patrimoine

# MADAGASCAR, ENTRE RICHESSES NATURELLES ET PARADOXES HUMAINS

**Madagascar est un trésor de biodiversité mondiale, avec sa variété d'écosystèmes comprenant bush, savane, forêt pluviale, forêt sèche, mangrove... dans lesquels 80 % des espèces animales et végétales sont endémiques !** Mais cette diversité est mise en péril par des pratiques agricoles délétères pour l'environnement, comme la culture sur brûlis ou le défrichement.

**La « Grande Île » a le taux de déforestation le plus élevé de la planète : plus de 80 % de la forêt primaire a été détruite par les Hommes.** Mais ce schéma ne doit pas être une fatalité. En dépit d'une situation économique et sociale profondément inégalitaire, Madagascar comprend des réalités diverses et complexes. Ainsi, à l'objectif de sensibiliser et de mobiliser autour de l'éducation tel que défendu dans l'objectif 4 de l'Agenda 2030, s'ajoute celui d'informer et de donner à découvrir un pays doté d'une culture métissée, d'une faune et d'une flore incommensurables, d'une histoire millénaire. Une histoire constituée à l'origine par des immigrants venus d'Inde, d'Indonésie, de communautés bantoues et arabes pour former de multiples royaumes qui se sont

ensuite réunis sous l'égide d'une seule royauté dirigée successivement par des rois et des reines, dont la dernière fut Ravalona III à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. S'imprégner de la culture malgache, c'est admirer les chanteuses de Hira Gasy, opéra des champs mimé, chanté, incarné par des paysannes.

**Ainsi, l'enjeu de cette Rentrée Solidaire sera multidimensionnel. Il s'agira de souligner l'incroyable diversité environnementale de Madagascar, son riche héritage culturel, ainsi que de mieux comprendre l'interdépendance entre changement climatique et situation du secteur de l'éducation. ■**



© Desiderio Mauro / Solidarité Laïque

Lors de la 1<sup>re</sup> Rentrée Solidaire en 2006/2007 à Madagascar 120 000 cahiers avaient été fabriqués au niveau local.

Cette année, nous souhaitons renouveler cette démarche, en commandant un maximum de fournitures auprès de fabricants malgaches qui proposent un bon niveau de qualité, avec notamment du papier recyclé.

L'achat de fournitures sur place sera aussi largement plus économique que l'achat en France qui induit une logistique, un coût de transport et un impact environnemental non négligeables.

**Pour soutenir l'éducation des élèves du secteur public et l'économie locale de Madagascar, vous pouvez donc contribuer financièrement sur : [www.rentreesolidaire.org](http://www.rentreesolidaire.org).**



Changement climatique

## SÉCHERESSE, CYCLONES ET INONDATIONS... QUAND LE CLIMAT S'ATTAQUE À L'ÉDUCATION

**Depuis la pandémie de COVID-19, on observe une certaine prise de conscience de l'impact du facteur environnemental sur l'accès à l'éducation. Les conséquences du changement climatique sur les conditions d'apprentissage sont pourtant loin d'être nouvelles.**

Le réchauffement climatique induit par l'activité humaine, s'accélère et génère des conséquences de plus en plus désastreuses sur les individus, contraints d'opérer des arbitrages entre leurs besoins. Ainsi, entre besoin de se nourrir, besoin de se soigner et besoin d'apprendre, le choix est rapidement fait.

**À Madagascar, l'un des pays les plus touchés par les catastrophes climatiques, l'interdépendance entre situation socio-économique et réchauffement climatique se vit au présent.** Alors que les 2/3 de la population

ont moins de 25 ans, le système éducatif actuel n'est pas en capacité de répondre à la demande sociale croissante en termes d'accès et de continuité de l'éducation. Les aléas climatiques affectent les conditions d'apprentissage. Avec des précipitations diminuées de 40 % par rapport aux normes durant les saisons des pluies, la sécheresse a déjà des conséquences extrêmes, notamment dans la région du Grand Sud où la population subit une sévère malnutrition.

**Si la majorité de la population malgache ne peut pas faire face au changement**

**climatique, c'est avant tout par manque de moyens.** 76 % de la population vit sous le seuil de pauvreté mondiale et 61 % vit en zone rurale, où elle dépend de l'agriculture de subsistance. Les épisodes de famine (« le Kere ») et le déplacement des populations ont alors un impact néfaste sur la scolarisation des jeunes. Par ailleurs, les catastrophes climatiques endommagent les infrastructures et le matériel pédagogique, entraînant des interruptions de cours et de graves traumatismes psychosociaux chez les élèves et les enseignants.

**En réponse à ces problématiques structurelles, le rôle de la Rentrée Solidaire est d'informer et de sensibiliser la communauté éducative en France tout en soutenant et en équipant les élèves et les enseignants de Madagascar. ■**



# Système éducatif RÉFORME APRÈS RÉFORME, TOUJOURS EN QUÊTE DE QUALITÉ!



© Desiderio Mauro / Solidarité Laïque

**Le système éducatif malgache oscille entre performance, fragilité, remise en cause et réformes.** L'enseignement général présente la structure classique des systèmes éducatifs francophones hérités de la colonisation française : premier degré (primaire), second degré (collège et lycée) et enseignement supérieur. De 1960 à 1970, le programme reste français et la langue officielle de l'enseignement est le français. Si ce système garantissait une réelle qualité d'enseignement, il était trop sélectif,

élitiste et inadapté aux enjeux sociaux. **Dès 1975, avec le rejet du néocolonialisme, la 2<sup>e</sup> république opte pour un système éducatif révolutionnaire, dans le but d'éradiquer le passé colonial.** Mais ce système très ambitieux s'est heurté à l'insuffisance des moyens, à la formation inadaptée des enseignant.e.s et la dégradation tangible du niveau de l'enseignement en général. À partir de 1991, des objectifs complémentaires sont visés : libérer les contenus de toute orientation politique

et restaurer la qualité de l'éducation. En l'an 2000, les Objectifs du millénaire pour le développement et le Plan de l'éducation pour tous (Dakar) ont ouvert une nouvelle ère. Les gouvernements malgaches successifs, sont parvenus à mettre en place un système axé sur la scolarisation en masse et sur une éducation inclusive. **En comptant celles portant sur la politique linguistique (unilinguisme, bilinguisme malgache/français), pas moins de 12 réformes ont été réalisées depuis 1975, avec la question de la qualité toujours au cœur des enjeux éducatifs. Mais la fréquence à laquelle ces nombreuses réformes s'enchaînent tend à fragiliser le système plutôt qu'à le renforcer.**

Aujourd'hui, l'évolution importante des effectifs d'élèves, la pratique répandue de redoublement et le recours massif à des enseignant.e.s sans qualification académique (Enseignants Non-Fonctionnaires, ENF), faiblement encadré.e.s et au statut précaire soulèvent des questions quant à la qualité des apprentissages dans un contexte de crise politique, économique, sociale et climatique. Les acteurs éducatifs à Madagascar reconnaissent unanimement que le système a grand besoin de renouveau. Il faudra avant tout, mettre l'accent sur la formation des enseignant.e.s et élever le niveau des apprenant.e.s. ■

## Secteur public L'ACCÈS À L'ÉCOLE, AU CROISEMENT DES INÉGALITÉS

**À Madagascar, l'école primaire est publique, gratuite et ouverte à tous.tes, avec une scolarisation obligatoire entre 6 et 16 ans depuis janvier 2023 (jusqu'à 10 ans jusque-là). Mais en pratique, l'accès à l'école n'est toujours pas universel.**

L'éducation primaire accuse une faible efficacité en termes de qualité pédagogique, accentuée par de fortes disparités entre les zones rurales et urbaines. Seulement 15% des enseignant.e.s du primaire reçoivent la formation pédagogique minimale requise pour enseigner. Face au manque de personnel éducatif formé, de nombreuses écoles s'appuient sur des contractuel.e.s qui n'ont parfois reçu aucune formation. En outre, le matériel et les infrastructures pédagogiques sont insuffisants et régulièrement détruits par les catastrophes climatiques. Malgré une volonté affichée d'ériger la gestion

des risques et catastrophes ainsi que l'éducation en situation d'urgence comme priorités, l'État malgache ne développe pas de politiques éducatives suffisamment adaptées. Le Cadre d'action Éducation 2030 préconise d'investir au moins 4 à 6% du PIB dans l'éducation mais l'État malgache n'en investit que 3,1%, niveau inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (3,53%). Alors que seulement 63% des élèves passent effectivement du CM2 à la 6<sup>e</sup>, avec ou sans redoublement, les collèges publics et gratuits se font rares. Pour de nombreuses familles, la poursuite dans le secondaire est envisageable : l'établissement le plus proche est souvent trop éloigné ou impose des frais de scolarité trop élevés. **Si certaines familles s'endettent pour permettre à leurs enfants d'étudier, l'offre éducative reste insuffisante en quantité et en qualité.** ■

### ● ● ● LA PRIVATISATION DE L'ÉDUCATION À MADAGASCAR

Au sein du Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation, aux côtés de 317 organisations, nous n'avons cessé d'appeler les États à augmenter le financement de l'éducation publique, à améliorer les conditions des enseignant.e.s et à renforcer la régulation des établissements privés afin de garantir une éducation gratuite inclusive de qualité.

« Des parents forcés de choisir l'enseignement privé par manque d'établissements publics, des conditions de travail précaires pour les enseignant.e.s des établissements privés, des frais de scolarité élevés, une régulation insuffisante des établissements privés... ». Publiée en septembre 2022, une enquête de la Coalition nationale Malgache pour l'éducation pour Tous (CONAMEPT), membre de la Campagne mondiale pour l'éducation, montre les effets de la privatisation croissante de l'éducation.

# Interview MADAGASCAR, À LA RECHERCHE D'UN SYSTÈME ÉDUCATIF ÉQUITABLE ET ADAPTÉ À SES DÉFIS

À l'échelle nationale, on constate de réelles disparités dans l'accès à l'éducation formelle à Madagascar. Comment se manifestent-elles sur le territoire ?

Certaines des 23 régions de Madagascar sont très enclavées. La mauvaise qualité des infrastructures routières et le manque de communication font que des populations vivent en quasi-autarcie. S'installe une pauvreté parfois extrême, due au manque d'activités socio-économiques.

Dès le début des années 90, la quête d'une éducation plus moderne, plus équitable et plus performante a été au cœur des préoccupations des dirigeants. Malgré la volonté de faire de l'éducation « une priorité nationale absolue », les régimes successifs peinent à trouver le modèle de système éducatif qui répond aux défis de Madagascar. Le système, les infrastructures et les inégalités sociales sont autant de facteurs qui font que les enfants n'ont pas tous accès à un bon niveau d'éducation.

La non-scolarisation touche plus du tiers des enfants en âge de fréquenter le collège et la fréquentation scolaire est encore plus faible dans le Sud. Dans l'ensemble, les garçons sont plus concernés du fait du faible revenu des parents qui les oblige à travailler pour suppléer aux besoins de la famille.

**« LA LANGUE D'ENSEIGNEMENT DU CYCLE PRIMAIRE EST LE MALGACHE ET CELLE DU SECONDAIRE EST LE FRANÇAIS. POUR LES 83% DE LA POPULATION QUI NE PARLENT QUE LE MALGACHE, CELA RENFORCE LA DÉSCOLARISATION. »**

**Comment cohabitent le public et le privé dans le système éducatif malgache ?**

Le secteur public, entre manque de formation des éducateurs, insuffisance en matériel pédagogique et dégradation du pouvoir d'achat des ménages, n'est pas en mesure d'assurer une éducation de qualité et pérenne, malgré le nombre croissant d'infrastructures (dont la qualité laisse parfois à désirer). Les



**Mireille Mialy Rakotomalala**, Professeure à l'Université d'Antananarivo, Présidente d'honneur de la Ligue de l'Enseignement de Madagascar

aides octroyées par l'État aux ménages en difficulté, telles que l'aide financière pour l'achat de matériel scolaire et la gratuité de l'inscription, sont loin de résoudre le problème.

Le budget n'est pas suffisant et l'augmentation des dépenses en investissement du secteur éducatif n'est pas à la hauteur. Seule l'éducation primaire bénéficie d'une proportion conséquente du budget public.

L'État n'ayant pas les moyens de le faire, l'association des parents d'élèves est forcée de recruter et rétribuer elle-même les enseignants du public, dont 8 sur 10 n'ont reçu aucune formation pédagogique. La non-régularité des financements empêche d'assurer une politique stable et continue pour le développement du système éducatif à Madagascar. Face à ce constat préoccupant, une loi stipule que l'État adopte désormais le partenariat public-privé dans sa politique d'éducation et de formation.

**Dans ce contexte, qu'en est-il de l'éducation informelle et culturelle ?**

L'accès à la culture reste un défi à Madagascar à cause du manque de réseaux de diffusion. Malgré les efforts des institutions publiques et privées, une partie infime de la population a accès aux produits culturels.

En théorie, la musique et les arts traditionnels font partie intégrante des matières à enseigner dans les établissements scolaires mais faute d'enseignants qualifiés, nombre d'entre eux sont obligés d'annuler ces cours relatifs à la culture.

**Une fois formé.e.s, quelles sont les perspectives pour les jeunes à Madagascar ?**

L'adéquation formation/emploi reste problématique. Toutefois, à l'issue de leurs études, les jeunes peuvent trouver des opportunités dans la recherche, l'industrie, la santé, le développement des entreprises, les sciences et la technologie.

Mais il y a une « fuite des cerveaux ». Le manque de perspectives et l'instabilité politique poussent les jeunes à chercher un avenir meilleur ailleurs. On observe des départs massifs pour le Canada, l'Europe et l'Afrique.

**« L'ÉDUCATION POPULAIRE À UN RÔLE IMPORTANT À JOUER POUR SENSIBILISER LES POPULATIONS AUX QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES. »**

**Les catastrophes naturelles s'enchaînent à Madagascar. Quelles sont les pistes explorées pour relever les défis climatiques ?**

Le changement climatique se traduit par plusieurs phénomènes, aussi bien au niveau rural qu'urbain. Le glissement du calendrier agricole dû à la raréfaction de l'eau et aux phénomènes extrêmes en est l'une des conséquences. La désertification rend des territoires hostiles et oblige leurs occupants à se déplacer.

Dans le Sud, la sécheresse, de plus en plus fréquente, provoque l'insécurité alimentaire, la famine et la mortalité infantile. Sur les côtes, les cyclones ravagent les habitations et entraînent des maladies, rendant impossibles les activités socio-économiques. La dégradation de l'écosystème marin provoque des tensions sociales et économiques, car les ressources deviennent de plus en plus rares. En milieu urbain, les inondations à répétition menacent les villes et remettent en question l'aménagement du territoire.

L'État, avec la contribution de partenaires techniques et financiers et d'organismes humanitaires, prend des mesures adéquates au niveau des infrastructures, sur le plan sanitaire et nutritionnel. Mais si l'adaptation est déjà en marche notamment dans le milieu rural, l'éducation populaire a un rôle important à jouer pour sensibiliser les populations aux questions environnementales. ■



## Jeunes des 2 Rives LANCEMENT D'UNE NOUVELLE VAGUE DE PROJETS CITOYENS, SOLIDAIRES ET ENGAGÉS !

La promotion 2023 des projets de solidarité internationale dans le cadre de « Jeunes des 2 Rives » (J2R), notre programme d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) pour les jeunes du bassin méditerranéen, a été lancée cet été.

**Cette année, plus de 300 jeunes rejoindront le programme, entre juillet et décembre, en**

**France, au Maroc et en Tunisie.**

Leurs projets ont démarré après trois rencontres de préparation nationales, lors desquelles les jeunes ont pu apprendre à se connaître et commencer à travailler ensemble autour de thématiques très variées : **la défense de l'environnement, la participation citoyenne des jeunes, la lutte contre les discriminations, les migrations,**

**les droits de l'enfant, l'égalité filles-garçons, les violences policières, le racisme...**

Réhabilitation d'écoles, d'orphelinats, de centres d'accueil pour personnes en situation de handicap, créations artistiques engagées... les jeunes acteurs.actrices de J2R nourrissent l'idée d'une citoyenneté active, ouverte sur le monde. ■



© Solidarité Laïque

## Solidarité internationale ENFIN DE LA RÉCIPROCITÉ DANS LE VOLONTARIAT !

**Après des années de mobilisation aux côtés de plusieurs autres organisations et grâce à une forte implication du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, il est désormais possible d'accueillir en France des volontaires de solidarité internationale (VSI) « de réciprocité ».**

Cette décision politique favorise la liberté de circulation dans le monde, contribuant ainsi à une meilleure répartition des ressources, des compétences, des opportunités et à la réduction des inégalités.

**En lien avec France Volontaires et avec le soutien de la mairie de Marseille, nous avons ainsi pu accueillir notre 1<sup>er</sup> volontaire de réciprocité, en provenance de la Tunisie ; basée à Marseille, elle participera pendant 2 ans à la**

coordination de nos programmes et activités dans le bassin méditerranéen. Courant 2023, une dizaine de structures françaises devraient aussi passer le cap.

Le VSI offre aux jeunes, quel que soit le pays de réalisation de leur mission, un cadre d'engagement citoyen sécurisant et non discriminatoire, leur permettant de développer leurs compétences en portant un regard neuf sur le monde. ■



### Agenda solidaire

MERCREDI 6 SEPTEMBRE

**Lancement de la Rentrée Solidaire avec les enfants de Madagascar**

JEUDI 5 OCTOBRE

**Journée mondiale des enseignant.e.s  
Journée mondiale contre la marchandisation de l'éducation**

LUNDI 20 NOVEMBRE

**Journée internationale des Droits de l'enfant**

SAMEDI 09 DÉCEMBRE

**Journée nationale de la laïcité**

LUNDI 18 DÉCEMBRE

**Journée internationale des migrants**





[www.rentreesolidaire.org](http://www.rentreesolidaire.org)






 @solidLaïque  
#RentréeSolidaire

Opération organisée avec :



en partenariat avec :



Ligue de l'enseignement  
de Madagascar

et soutenue par :



Réunion  
des musées  
nationaux  
Grand Palais



## BON DE SOUTIEN et d'abonnement

À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou  
à Solidarité Laïque, 22 rue Corvisart 75013 Paris.



**AVANTAGES FISCAUX**

Don	>	Déduction	>	Coût réel
50 €		33 €		17 €

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts  
de 66 %, soit les deux tiers de ce montant, permettant à Solidarité  
Laïque d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

Les informations collectées sont enregistrées par Solidarité Laïque à des fins de gestion interne, pour répondre à  
vos demandes et faire appel à votre générosité. Ces données sont communiquées à nos services habilités à les  
traiter et conservées pendant la durée nécessaire aux finalités précitées.

Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit échangée veuillez cocher la case ci-contre

Pour faire valoir vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité  
conformément à la réglementation en vigueur, merci de contacter Solidarité Laïque par téléphone 01 45 35 13 13, par  
email [info@solidarite-laïque.org](mailto:info@solidarite-laïque.org), ou par courrier 22 rue corvisart, 75013 Paris. Vous pouvez introduire une réclamation  
auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

4COUV0823

### Je fais un don pour soutenir les activités de Solidarité Laïque en France et dans le monde

20 €   
  50 €   
  100 €   
  200 €   
  \_\_\_\_\_ €  
 À ma convenance

20 € Je m'abonne ou me réabonne pour un an à la Lettre trimestrielle  
de Solidarité Laïque

► Je joins mon versement par chèque à l'ordre de Solidarité Laïque.

Merci de m'envoyer le reçu fiscal me permettant de déduire de mes impôts  
les deux tiers de ce montant à l'adresse ci-dessous.

Mme  Mlle  M | NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE : \_\_\_\_\_

Je souhaite recevoir la newsletter Internet de Solidarité Laïque.

Courriel : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_